

Site de La Grande Chaloupe (974-360) **Communes de Saint-Denis et La Possession**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES **Travaux de reprise d'une piste DFCI**



© nicolas boulard

Tables des matières

I.	CONSERVATOIRE DU LITTORAL	3
II.	OBJET DE LA PRESTATION	4
III.	CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	6
3.1.	Débroussaillage :	6
3.2.	Réhabilitation de la piste de 2 200 ml	6
IV.	Mode d'exécution des travaux.....	7
4.1.	Contrôles extérieurs	7
4.2.	Accès au chantier	7
4.3.	Prescriptions générales	7
4.4.	Mesures complémentaires de protection de l'environnement	8
4.4.1.	Mesures générales relatives pour travaux en zone naturelle et cœur de Parc National	8
4.4.2.	Mesures de protection contre les pollutions accidentelles	8
4.4.3.	Protection des espaces naturels contre les incendies.....	9
4.4.4.	Mesures de biosécurité contre les espèces exotiques envahissantes	9
4.4.5.	Mesures de protection de la biodiversité ou d'intégration paysagère	10
4.4.6.	Réunion de chantier	10
V.	SUIVI ET CONTROLES D'EXECUTION	10

I. CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Créé en 1975, Le Conservatoire du littoral est un établissement public national chargé de mener une politique foncière visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Ces sites sont ainsi préservés de toute urbanisation et deviennent des lieux accessibles à tous et pour toujours.

Le Conservatoire du littoral a identifié un certain nombre d'espaces naturels à protéger à La Réunion en raison de leur intérêt paysager et écologique, en vue de leur ouverture au public. A ce jour, environ 1 847 hectares sont ainsi protégés par le Conservatoire. Ainsi l'établissement contribue significativement à la préservation et à la mise en valeur de la diversité biologique des Mascareignes et au maintien d'espaces naturels périurbains soumis à une forte pression foncière.

Il est représenté par sa directrice, M. Philippe VAN DE MAELE
Conservatoire du littoral
Corderie Royale - BP 10137 – 17306 ROCHEFORT Cedex
Tél : 05 46 84 72 50 – Fax : 05 46 84 72 79

Les coordonnées des principaux représentants et intervenants sont :

- **Maître d'ouvrage (Propriétaire) :**
Conservatoire du littoral
Corderie Royale - BP 10137 – 17306 ROCHEFORT Cedex
Tél : 05 46 84 72 50 – Fax : 05 46 84 72 79

- **Conducteur d'opération**
Délégation Outre-mer - Antenne de La Réunion
7 allée des bois noirs, La Providence - 97 400 SAINT-DENIS
Tel : 02 62 23 59 61 / ocean-indien@conservatoire-du-littoral.fr

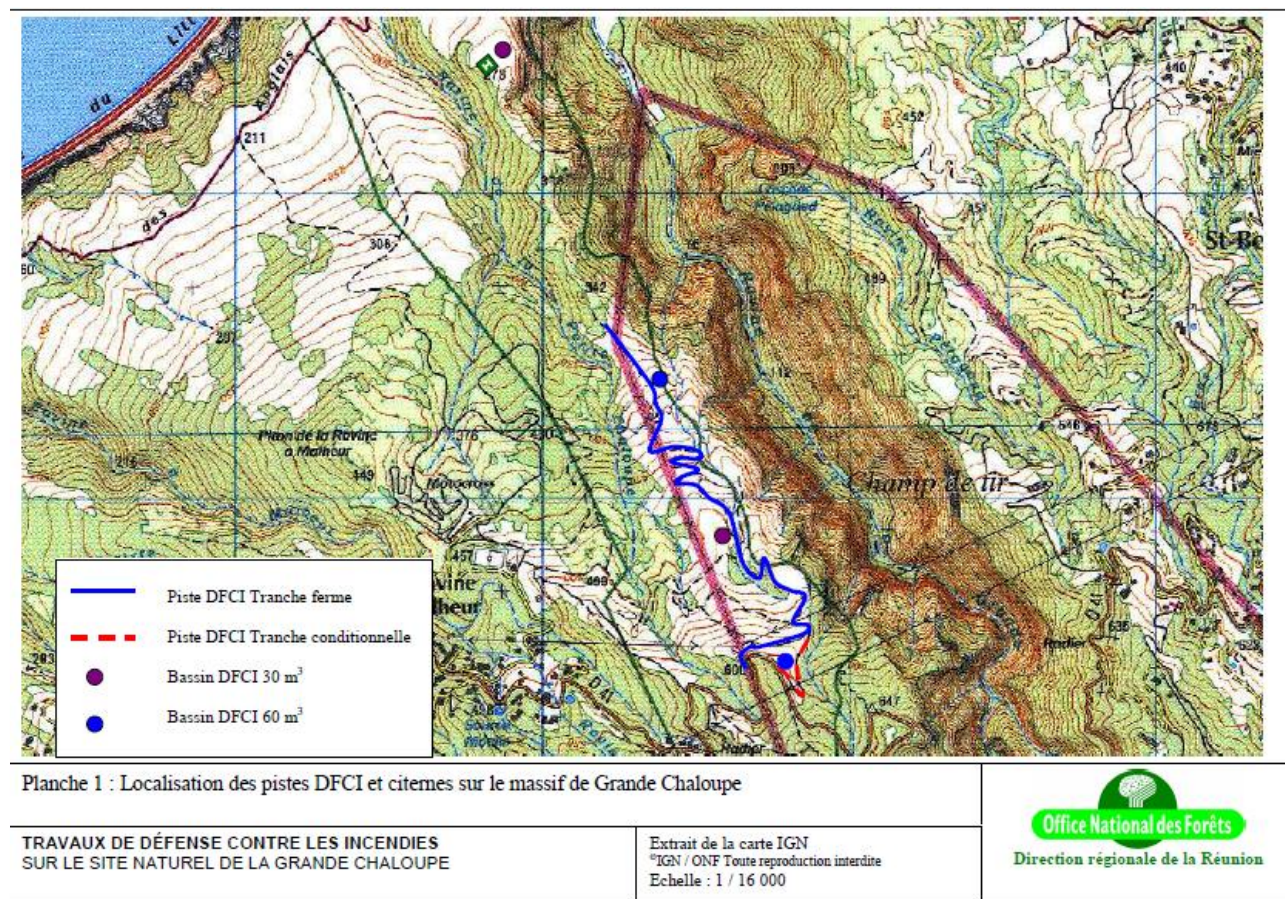
II. OBJET DE LA PRESTATION

Le Conservatoire du littoral est le propriétaire d'un ensemble foncier sur site de la Grande Chaloupe qui avoisine les 1 000 hectares sur les communes de Saint-Denis et La Possession. Le site est soumis au régime forestier.

Au sein du massif, le Conservatoire a réalisé les équipements de défense contre les incendies suivants :

- Une (1) piste DFCI en terrain naturel de 2200 ml :
- Deux (2) citernes de 60 m³ et deux (2) citernes de 30 m³.

La piste DFCI est une voie de circulation au sein du massif forestier, destinée aux véhicules et personnels chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies. Elle se matérialise par une bande de roulement et des aménagements divers : aires de retournement, citernes, ... Elle est identifiée à l'entrée de la piste, par un panneau B0, accompagnés de la mention « DFCI », du nom du site. Elle a le statut de voie spécialisée non ouverte à la circulation publique (panneau B0 du Code de la route) sur lesquelles, seuls sont autorisés à circuler, les services bénéficiaires, les propriétaires des fonds et leurs ayants droit.



Suite au passage de deux cyclones à La Réunion (2024 et 2025), les équipements DFCI ont été endommagés. La piste est dégradée ne permet plus aux patrouilles de surveillance DFCI. Elle est impropre à la circulation sécurisée des engins de lutte du SDIS en cas de nécessité d'intervention.

Le constat actuel de la piste est le suivant :

Substrat terreux et érodable sur une grande partie de son linéaire

- Dégradations variables, sur plusieurs tronçons, selon pentes et circulations des eaux,
- Dégradation très accentuée en aval de la citerne n°3,
- Couverture herbeuse en cours de colonisation sur les sections les moins exposées à l'érosion,
- Dysfonctionnement principalement dû à :
 - o Un terrassement de piste entre deux accotements surélevés ;
 - o Une forte érodabilité de la plateforme de roulement ;
 - o Des précipitations très importantes lors des deux derniers cyclones. Les fortes intensités
- Observation de paquets glissés depuis le talus amont, ayant localement occasionnés le remblai du fossé amont de la piste et le déport des écoulements,
- Un bloc d'environ 1 m3 visible, bord de piste, en pied de talus amont,

Planche photographique de la piste et des citernes au 06 aout 2025



La présente consultation porte sur le débroussaillage préalable des abords de la piste DFCI (ainsi que des citernes DFCI), le reprofilage des ouvrages de gestion des eaux (fossés et revers d'eau) et de la plateforme de roulement.

III. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

3.1. Débroussaillage :

- Emprise de quatre (4) mètres de part et d'autre de la plateforme de roulement actuellement occupé par des graminées. L'ensemble de la végétation devra être coupée à ras du sol. Les arbres et arbustes d'espèces endémiques ou récemment plantés seront maintenus en place.
- Emprise de dix (10) mètres autour des quatre (4) citernes d'eau. L'ensemble de la végétation sera coupé à ras du sol sur les 5 premiers mètres. Sur les 5 m suivants, seule la végétation herbacée et arbustive sera coupée et broyée. Les arbres seront maintenus en place, éventuellement élagués sur 2,5 m pour les plus grands d'entre eux.

3.2. Réhabilitation de la piste de 2 200 ml

- Les terrassements réalisés à la pelle mécanique seront réalisés après les débroussailllements de façon à permettre une bonne visibilité pendant les travaux. Ils consistent à curer les fossés, reprofiler les sorties et revers d'eau et reprendre les zones érodées, dégradées de la plateforme de roulement de la piste.
- Ils devront répondre aux prescriptions suivantes :
 - Les quantités réalisées devront permettre un équilibre déblai/remblai. Elles devront néanmoins être réduites le plus possible pour éviter d'ameublir la surface de roulement et augmenter encore la vulnérabilité de la piste aux précipitations. Dans la mesure du possible, les surfaces partiellement enherbées ne seront pas terrassées.
 - Tous les déblais issus des curages et reprofilages devront être utilisés pour reboucher les ornières ou étalés sur les zones érodées puis être compactés.
 - Les fossés de bordure de piste seront curés pour interdire les écoulements hydrauliques non contrôlés sur la piste. Les pentes en long de ceux-ci seront conformes à la pente de la piste. A leurs sorties, ils pourront être surcreusés pour ne pas présenter de profils concaves, propices aux colmatages et débordements. Dans la mesure du possible, ils seront réalisés à l'aide d'un godet trapézoïdal. Leur section devra être adaptée au site.
 - Les terrassements devront permettre aux eaux susceptibles de tomber sur la plateforme de roulement de trouver rapidement une évacuation en aval de la piste ou dans un fossé. Un dévers aval de la piste sera privilégié. Le dévers sera orienté en amont en cas de présence d'un fossé en pied de talus.
 - Tous les revers d'eau en travers de la piste seront reprofilés de façon à accentuer leur largeur et leur hauteur et permettre un meilleur écoulement en aval de la piste. Leur pente en long sera augmentée en bordure de la piste de façon à limiter le risque de colmatage et interdire tout cheminement hydraulique en bordure aval de la piste. L'érosion actuelle de la piste a, en effet, conduit à la surélévation relative des sorties d'eau rendant les revers d'eau inopérants et la constitution de second fossé de rive en plusieurs endroits.
 - De nouveaux revers d'eau pourront être demandés aux endroits où les écoulements semblent être les plus importants.
 - Les plus grosses ornières présentes seront préférentiellement rebouchées à l'aide des pierres et blocs prélevés sur la plateforme de la piste et pouvant constituer des gênes au reprofilage puis rechargées à l'aide de la terre extraite des reprofilages.
 - L'ensemble de la piste devra être traité de façon le long des 2 200 mètres linéaires de façon à permettre un cheminement jusqu'à sa place de retournement en aval de la citerne n°3.

IV. Mode d'exécution des travaux

4.1. Contrôles extérieurs

Le conducteur d'opération exerce tout contrôle qu'il juge utile et peut proposer toute modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge opportun pour arriver aux résultats techniques prévus dans le marché, sans que la responsabilité de l'entrepreneur ne s'en trouve déchargée pour autant.

Si l'état d'entretien apparent des matériels appelle des réserves de la part du conducteur d'opération, celui-ci les notifie à l'entrepreneur sans pour autant en interdire l'emploi. Si par la suite, il est constaté un fonctionnement défectueux de certains matériels, en particulier de ceux ayant fait l'objet des réserves mentionnées ci-dessus, le conducteur d'opération peut imposer l'arrêt du chantier correspondant jusqu'à ce que l'entrepreneur ait procédé aux améliorations ou aux remplacements nécessaires.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour l'immobilisation de son matériel et de son personnel quelle que soit la durée de l'arrêt.

Ces contrôles portent également sur les matériels de réserve.

4.2. Accès au chantier

Le titulaire fera lui-même toutes démarches pour obtenir les permissions de voirie et de police nécessaires à l'accès au chantier. Il devra se conformer aux conditions d'utilisation des dites voies. A cet effet, il devra contacter les services utilisateur de la voirie suffisamment à l'avance afin que des dispositions puissent être prises en vue de minimiser les perturbations pour le trafic.

Toute sujétion d'accès relèvera de la charge et de la responsabilité du titulaire qui devra vérifier l'accord des propriétaires des parcelles à traverser.

Avant leur introduction en cœur de parc national, les matériels, outils et engins doivent être minutieusement nettoyés et dépourvus de terre afin de réduire le potentiel d'introduction de diaspores (parties de végétal pouvant se disséminer et se multiplier) d'espèces exotiques envahissantes

4.3. Prescriptions générales

A partir de la notification du marché, l'entrepreneur prendra rendez-vous avec le maître d'œuvre pour une visite technique préalable au commencement des travaux. Cette visite technique se fera en présence d'un représentant du Parc national. Lors de cette visite, les emplacements des aires de dépôt et/ou stockage de matériels, des aires d'intervention seront repérées et matérialisés.

Au cours du chantier, l'entrepreneur ne pourra pas lui-même modifier quoi que ce soit aux opérations prévues. Toutefois, il devra proposer au conducteur d'opération lors des visites de chantier, tout changement qu'il jugera utile d'y apporter. Ces changements devront être validés par le conducteur d'opération et le représentant du Parc National avant d'être mis en œuvre. Ils ne seront facturés et payés qu'à cette condition.

L'entreprise sélectionnée devra commencer les travaux au maximum 15 jours après la notification du marché ou l'ordre de service.

La réception des travaux, se fera après leur plein achèvement, et lorsque le chantier sera totalement nettoyé et remis en état.

4.4. Mesures complémentaires de protection de l'environnement

La Réunion est dotée d'une grande richesse paysagère et de biodiversité végétale. Ces atouts pour l'île, reconnus sur près de 50 % de sa surface par la création du Parc national et l'inscription au titre du patrimoine mondial de l'UNESCO, doivent être préservés. La sauvegarde de paysages de qualité et la présence d'espèces endémiques remarquables ou protégées aux niveaux national ou international conduisent donc à adapter les modes d'intervention lors des débroussailllements des BDS.

En conséquence de quoi le conducteur d'opération a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu et s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées pour ce qui relevait de sa compétence.

Les travaux ont fait l'objet d'une demande d'autorisation au Parc National de La Réunion.

L'entrepreneur devra respecter les règles particulières applicables aux travaux, constructions et installations en cœur de parc, définies à l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national de La Réunion telle qu'approuvée par le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014. Elles sont consultables sur internet ici : <https://www.reunion-parcnational.fr/fr/le-parc-national-de-la-reunion/reglementation/travaux-sur-le-territoire-du-parc-national>

4.4.1. Mesures générales relatives pour travaux en zone naturelle et cœur de Parc National

L'entreprise titulaire du marché devra prévenir les représentants du Parc National qui lui seront indiqués au cours de la période de préparation au moins 15 jours avant la date de programmation des travaux envisagés gestion-e@reunion-parcnational.fr et autorisations@reunion-parcnational.fr. L'intervention ne sera possible qu'après réunion sur site avec ces mêmes correspondants et représentants de la maîtrise d'œuvre.

Plus particulièrement en raison de la localisation des sites en zone naturelle et en cœur de Parc National, l'entreprise s'astreindra aux mesures et obligations de protection environnementales suivantes :

- Gestion raisonnée des déchets de chantier (évacuation au fur et mesure en décharge agréée, vers une filière de recyclage ou stockage dans des contenants hermétiques, dispositions spécifiques pour éviter leur dispersion par le vent ou la pluie) ;
- Evacuation des engins de chantier en cas de fortes pluies et d'alertes cycloniques,
- Information des services du Parc national de tout incident ou accident survenu dans la cadre des travaux

4.4.2. Mesures de protection contre les pollutions accidentelles

De manière générale, le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes ou dangereuses devront respecter les principes suivants :

- Respect des règles de l'art afin d'éviter tout déversement susceptible de polluer le sous-sol et les eaux superficielles ;
- Limitation des quantités stockées ;
- Stockage en conteneurs étanches, le plus loin possible de ravines ou fossés, posés sur des sols plans, isolés du sol par une bâche plastique pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels, selon des modalités ne permettant pas d'accès aux personnels extérieurs au chantier ;

- Manipulation par des personnels responsabilisés et formés ;
- Stationnement des engins de chantier, nettoyés, révisés, sur des aires étanches ou pourvues de dispositifs antipollution ;
- Mise en œuvre d'un dispositif de rétention des éventuels débordements pouvant occasionner une pollution du sol sous les engins ou matériels forestiers avant leur réapprovisionnement en hydrocarbure. Ce dispositif pourra être constitué d'une bâche de rétention à bords relevés, spécifiquement prévue à cet effet ;
- Mise à disposition de kits absorbants ou d'une réserve d'absorbant spécifique sur chaque site de réapprovisionnement ;
- Opérations de distribution, de livraison d'essence et d'hydrocarbures des engins de chantier interdites en dehors de l'emprise des pistes forestières ou des espaces plats dégagés de toute végétation ;
- Interdiction d'utilisation de l'essence pour le nettoyage des engins (tronçonneuse ou débroussailleuse par exemple). Le titulaire veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi ;
- Mise en place d'une procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle (confinement de la fuite, utilisation du kit anti-pollution, évacuation des terres polluées) ;
- En cas de pollution, arrêt immédiat des travaux et information du conducteur d'opération.

4.4.3. Protection des espaces naturels contre les incendies

Tous les feux sont strictement interdits sur les sites concernés par les travaux.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans des espaces naturels sensibles aux incendies de forêts et que les travaux à réaliser ont pour objectif de réduire ce risque en limitant le développement de la végétation sur des axes stratégiques.

En conséquence de quoi, l'Entrepreneur devra :

- Indiquer dans son mémoire technique les mesures qu'il mettra en œuvre pour éviter tout départ de feu, en particulier lors de l'utilisation d'outils générant des étincelles ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucune imprudence ne soit commise à ce sujet sur le terrain ;
- Prévenir le SDIS du début du chantier et solliciter ses instructions. Il devra, à ses frais, prendre toutes les précautions utiles et observer toutes les consignes complémentaires prescrites par ce service ;
- Mettre à disposition des moyens d'extinction d'un éventuel départ de feu. Ceux-ci devront être en bon état de fonctionnement, mis à disposition à proximité immédiate des chantiers ou des engins de chantier en cas de mécanisation ;
- Parquer ses engins de chantiers en fin de journée sur les espaces définis conjointement avec l'ONF, hors zone dense de végétation et sur des espaces propres au sol ;
- Supporter seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données.

4.4.4. Mesures de biosécurité contre les espèces exotiques envahissantes

De façon à limiter la dispersion des espèces exotiques envahissantes (EEE), plusieurs mesures de biosécurité devront être mises en œuvre :

Les engins amenés sur les différents chantiers de débroussaillage devront être exempts de toute graine d'espèces exotiques envahissantes. Pour ce faire, un nettoyage devra être fait avant leur arrivée

sur chaque site. La procédure adoptée par l'entreprise sera soumise à l'agrément du Conducteur d'opération durant la phase de préparation.

Après nettoyage, les travaux seront prioritairement réalisés dans les espaces exemptes d'EEE.

4.4.5. Mesures de protection de la biodiversité ou d'intégration paysagère

Des mesures particulières d'évitement ou de réduction des impacts des débroussailllements seront mises en œuvre pour préserver la biodiversité :

- Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des sites de travaux, des accès ou des aires de stockage prévues. En cas de non-respect de cette consigne, une pénalité de 300 € par arbre ou arbuste touché pourra être appliquée ;
- Sauf à ce qu'elles soient envahies par l'ajonc, les pelouses altimontaines ne feront l'objet d'aucune coupe ;
- Coupe systématique à ras du sol des espèces exotiques envahissantes,
- Maintien et étalement des rémanents broyés au sol de façon à favoriser la décomposition et limiter la repousse, sans pour autant constituer de dépôts supérieurs à 50 cm
- Interventions limitées au strict nécessaire sur les espèces patrimoniales endémiques.
- Recoupe propre des plus grosses sections des bois broyés ;
- Selon les sites, évacuation ou étalement des rémanents broyés au sol de façon à favoriser la décomposition, limiter la repousse.

4.4.6. Réunion de chantier

Des réunions de chantier seront organisées à différents stades des travaux. Des agents du Parc national seront mobilisés pour contrôler les prescriptions des travaux.

Afin de s'assurer de la bonne prise en compte des espèces indigènes dans l'emprise des travaux, les agents du Parc national veilleront préalablement au démarrage des travaux au repérage des espèces indigènes dans les périmètres de quatre (4) mètres autour de la piste et dix (10) mètres autour des citernes afin de limiter le risque d'atteinte lors du débroussaillage

La première réunion de chantier permettra notamment de repérer à minima les différentes actions de création ou curage de fossés et revers d'eau.

V. SUIVI ET CONTROLES D'EXECUTION

Le titulaire sera tenu de faire connaître son planning de réalisation des travaux. Toute modification de ce planning ou suspension des travaux devront être justifiées auprès du Conducteur d'opération au minimum 48 heures à l'avance.

Il devra se conformer au présent CCP et à toutes les instructions, éventuellement mises sous formes d'ordres de service écrits à l'occasion des réunions de chantier, de la part du conducteur d'opération ou de son représentant sur le chantier.